

Ces données sont tirées d'une enquête nationale¹ portant sur l'expérience des éducatrices et des RSG lors de l'accueil et l'accompagnement des enfants vulnérables. Une activité de recension des pratiques a aussi été fait auprès de certaines directions afin de venir compléter chacun des portraits régionaux.

En tant que gestionnaire de services de garde, ces données vous permettront de poser un regard sur les grandes tendances de votre région, ses forces et sur des pistes d'améliorations possibles.

Les enfants au cœur du questionnaire sont ceux pour qui le personnel éducateur a des préoccupations concernant leur développement.

LES RÉPONDANTES

173 répondantes, dont **90** éducatrices et **83** RSG.

La majorité des répondantes (**73 %**) comptent **plus de 10 ans d'expérience** et **6 %** d'entre elles ont **moins de 5 ans**.

92 % des éducatrices et **35 % des RSG** ont une formation reconnue par le Ministère de la Famille.

* Pour les éducatrices et les RSG, il s'agit de la formation reconnue selon l'article 22 du règlement.

Faits saillants

58% des éducatrices **se sentent « équipées » pour détecter les besoins** d'un enfant au sujet duquel elles ont des préoccupations. Pour les RSG, on parle plutôt de 74% qui se sentent « armées » pour le faire.

Les RSG ressentent aussi cette forme de reconnaissance de la part de leur BC (86%) et des professionnels (77%). En ce qui a trait aux parents, il existe un écart de 9% entre la perception des RSG (73%) et celle des éducatrices (64%).

¹ L'enquête s'est déroulée entre le 5 janvier et le 9 février 2021, soit en pleine pandémie de COVID-19. Les 17 régions administratives du Québec ont été consultées, y compris les communautés autochtones.

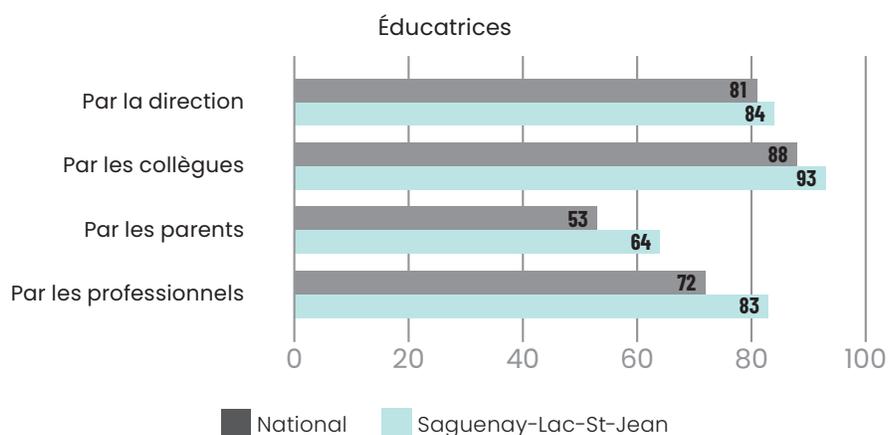
Faits saillants (suite)

Une forte majorité des éducatrices sentent que **leurs observations sont considérées** par la direction, par leurs collègues et par les professionnels. Cependant, la considération des parents est moins ressentie, bien qu'elle soit supérieure de 11% à la moyenne des autres régions.

Les éducatrices du Saguenay-Lac-Saint-Jean, en comparaison avec les autres régions du Québec, se sentent plus considérées par les professionnels (9%), par les collègues (5%) et par la direction (3%).



Mes observations à propos d'un enfant et la détection de ses difficultés sont considérées et prises en compte.

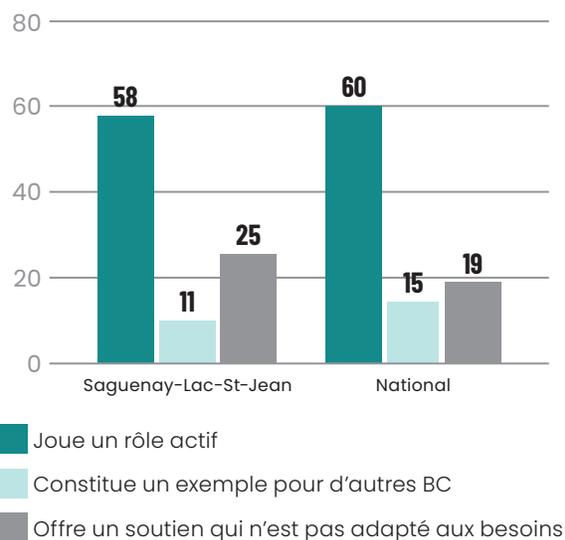


58% des RSG trouvent que leur **BC joue un rôle actif** dans l'accueil et l'accompagnement des enfants. Cependant, 25% des responsables mentionnent que **l'offre de soutien n'est pas adaptée** à leurs besoins.

87% des RSG considèrent que leur **BC est disponible et accueille avec ouverture** leurs questionnements, difficultés et malaises. En revanche, 60% disent ne **communiquer qu'occasionnellement ou encore jamais** leurs difficultés ou malaises au BC.



Que diriez-vous de votre BC concernant l'accueil et l'accompagnement des enfants pour lesquels les pratiques professionnelles utilisées ou les services de soutien déployés échouent à répondre à leurs besoins de développement?



Faits saillants (suite)

Plus de la moitié des éducatrices considèrent (64%) que leur CPE et leur équipe de travail jouent un rôle actif dans l'accueil et l'accompagnement.

Les RSG (95%) et les éducatrices (98%) considèrent que c'est en travaillant en équipe avec les parents qu'ils en arrivent à une compréhension commune, qui permet un meilleur accompagnement de l'enfant. Cette proportion est légèrement plus élevée que pour la moyenne des régions.

Cependant, 70% des intervenantes pensent que ce travail d'équipe avec les parents est difficile à maintenir.

- La différence réside dans la difficulté d'établir un partenariat avec le parent d'un enfant dont les besoins de développement sont préoccupants.
- **70% des RSG et des éducatrices** considèrent également qu'il n'est pas facile pour les parents d'entendre leurs préoccupations.

Réalité régionale

La région est caractérisée par l'importance de sa superficie (100 000 km²) et la variété des milieux représentés (militaire, autochtone, urbain, rural, de travail).

De plus, la pénurie de main-d'œuvre se fait non seulement sentir dans les CPE, mais aussi dans l'ensemble de la région. Depuis la dernière année, le taux d'occupation des places en milieu familial a chuté d'au moins 30%, principalement en raison du manque de responsables de garde. L'accès à des services spécialisés dans ce contexte peut représenter un défi, étant donné la distance à parcourir et la pénurie de professionnels disponibles.

L'accès à un service de garde de qualité est donc un enjeu pour les familles, considérant la rareté des places.

En 2020, 5 809 signalements ont été traités à la Protection de la jeunesse. 29,4% de ces signalements ont été retenus, et 596 de ceux-ci concernent les enfants de 0 à 5 ans. De ce nombre, 105 concernent des sévices corporels, 129 des risques sérieux de sévices corporels, 106 de la négligence, 142 des risques sérieux de négligence et 70 des mauvais traitements psychologiques.

Plusieurs pratiques de collaboration ont été mises en place dans les milieux : places protocoles, orthophoniste qui visite les milieux de garde, tables sectorielles (**table 0 à 5 ans, partenariat avec les organismes communautaires**), embauche d'intervenants spécialisées de manière ponctuelle, etc. Les DG des CPE/BC disent souhaiter la présence d'intervenants spécialisés dans chacun de leurs milieux, afin de soutenir les éducatrices dans leur travail. Un CPE ayant une telle ressource a mentionné que l'ensemble du personnel et des enfants bénéficiait de sa présence. Les DG ont aussi parlé du manque de ressources spécialisées et financières, du manque de soutien, des difficultés dans l'accompagnement des enfants et dans l'accès à des services professionnels ainsi que le manque de formation sur les enfants ayant des besoins particuliers.

Pour aller plus loin dans la réflexion...

- Comment atténuer les effets de la pénurie de main-d'œuvre sur la qualité de l'accueil et l'accompagnement des enfants vulnérables?
- Sachant que 92 % des éducatrices ont suivi une formation officielle, qu'est-ce qui expliquerait que seulement 58 % se sentent équipées pour faire de la détection hâtive?
- Pourquoi les RSG se sentent-elles mieux équipées avec une formation initiale de 45 heures?
- Comment l'offre de soutien des BC aux RSG pourrait-elle être améliorée afin de mieux répondre à leurs besoins?